



PREFECTURE DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE



Union européenne



AXE 6 : Interventions dans le domaine du logement en faveur des communautés marginalisées

Thèmes (earmarking):

78 : Infrastructures de logement.

43 : Efficacité énergétique, cogénération, maîtrise de l'énergie.

Action : Interventions dans le domaine du logement en faveur des communautés marginalisées

Objectif de l'action :

- Accompagner les politiques nationales d'aide sociale et de réduction de la pauvreté par le soutien de projets visant à améliorer les conditions de vie des communautés marginalisées.
- Renforcer la cohésion sociale et territoriale, favoriser l'inclusion sociale et lutter contre les discriminations.

Motivations :

Pour les communautés marginalisées vivant dans des zones urbaines ou rurales, le logement constitue un facteur d'intégration décisif. Afin de favoriser l'accès et le maintien dans le logement et de développer une offre de logement adaptée pour ces publics vulnérables, les fonds structurels peuvent être mobilisés pour accompagner ces populations à travers des actions portant sur les infrastructures de logement.

Public cible :

Les communautés marginalisées correspondent aux populations ou groupes de personnes vulnérables confrontées à de graves problèmes de logement sur un territoire donné, ainsi qu'à une pluralité de difficultés à surmonter (dans des domaines tels que la santé, l'emploi, la formation, la scolarisation, les transports, etc) et dont l'inclusion dans la société nécessite un accompagnement adapté dans le cadre d'une approche intégrée.

Descriptif de l'action :

L'action consiste à soutenir les projets visant :

- La rénovation des parties communes dans les logements multifamiliaux existants ;

- La rénovation et le changement d'usage de bâtiments existants appartenant aux autorités publiques ;
- La rénovation et le changement d'usage de bâtiments existants appartenant à des exploitants sans but lucratif, destinés à des ménages à faibles revenus ou à des personnes ayant des besoins particuliers.

Les dépenses pour la rénovation ou le remplacement des habitations existantes, y compris par des constructions neuves sont éligibles au titre du FEDER.

Sont également éligibles :

- Les coûts liés au relogement ou à l'hébergement temporaire des personnes durant la durée des travaux sur les bâtiments faisant l'objet de rénovation ou de changement d'usage (en particulier les logements et hébergements tiroirs).
- Les coûts d'ingénierie utiles à l'élaboration et au montage des projets de logements (réalisation de diagnostics territoriaux, réalisation d'enquêtes sociales), à l'accompagnement du groupe et de ses membres dans le relogement (ex : MOUS) et à la conception et à la mise en œuvre des solutions habitat apportées.

Il est à noter que ces dépenses ne pourront être considérées comme éligibles que si-et seulement si-elles accompagnent effectivement des projets de logement financés à travers la mesure FEDER consacrée.

Bénéficiaires ¹:

Collectivités publiques et leurs opérateurs, Etablissements publics, Bailleurs sociaux, dans leur mission d'intérêt général, dont les Sociétés d'Economie Mixte, Organismes agréés pour les activités de maîtrise d'ouvrage au titre de l'article R365-1 du code de la construction et de l'habitat, Associations sans but lucratif (loi 1901).

Partenaires :

Etat, Conseil Régional Ile de France, Commission Européenne, Conseils Généraux, collectivités territoriales, entreprises, partenariat public/privé...

Critères de sélection :

- Une attention particulière sera portée aux projets de rénovation ou de construction de logement intégrant une approche environnementale (procédés, efficacité énergétique...) ;
- L'opération de logement doit s'inscrire dans une approche intégrée du projet (prise en compte des interventions dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'inclusion sociale, de la sécurité et de l'emploi, de l'accès aux droits...) ;
- Prise en compte de l'ingénierie technique et sociale (en amont) ;
- Une complémentarité avec le FSE ou d'autres dispositifs d'aides publiques pourra, le cas échéant, être recherchée pour favoriser l'insertion ou le retour vers l'emploi ;
- Seront retenues les opérations dont la nature et l'implantation favoriseront une meilleure intégration de la population concernée (proximité des commerces, des services publics, des transports...) ;

¹ Les bénéficiaires sont listés à titre indicatif ; la liste n'est pas exhaustive

- Pour les projets en milieu urbain, tenir compte de la géographie prioritaire de la politique de la ville ;
- Existence d'une réflexion partenariale ou d'un diagnostic préalable sur les besoins de ces publics en matière de logement, d'ingénierie et d'accompagnement ;
- Prise en compte des priorités transversales européennes (égalité des chances, environnement, lutte contre les discriminations, emploi)

Critères d'éligibilité :

- Le projet doit porter sur au minimum 10 logements réhabilités ou créés pour un même ensemble immobilier (même maître d'ouvrage sur une commune pour plusieurs bâtiments faisant partie d'un même projet) ;
- Projets devant comporter un suivi, sur une période d'un an après la fin de l'opération de logement, du volet «d'accompagnement pour une approche intégrée » afin d'assurer un retour d'expérience sur l'insertion durable des populations marginalisées ;
- Une attention particulière sera portée aux opérations qui associent les bénéficiaires à la réalisation des travaux dans une optique d'insertion (auto-construction, auto-réhabilitation).

Compte tenu du montant de la dotation FEDER dédié à cet axe, sont exclues de l'assiette éligible les dépenses liées au fonctionnement, à l'acquisition du terrain, à l'accompagnement social. Par ailleurs, ne sont pas concernés par cette intervention le financement de la création ou de l'aménagement des aires d'accueil et des terrains familiaux, les foyers des travailleurs migrants, les centres d'hébergement et d'urgence.

Le maître d'ouvrage devra apporter des garanties suffisantes sur sa capacité financière à assurer le bon fonctionnement du (des) site(s) concerné(s) (sécurité, maintenance, gardiennage, régie, gestion locative...).

Intervention du FEDER :

L'axe 6 est doté d'1 million d'euros de FEDER. Le taux d'intervention est limité à 30%.
Le plafond d'intervention du FEDER est de 250 000 €par projet

Prise en compte des priorités transversales européennes : Egalité des chances, lutte contre les discriminations, environnement, emploi.

priorité	impact	commentaire
égalité des chances	positif	
lutte contre les discriminations	positif	
environnement	positif	
emploi	positif	

A titre d'information générale, les objectifs poursuivis auxquels devront contribuer les projets sont mesurés par les indicateurs suivants.

Indicateurs :

type	libellé	objectif
réalisation	Nombre de projets de construction ou de rénovation	4
réalisation	Nombre de personnes logées	270
réalisation	Nombre de logements créés ou rénovés	40
réalisation	Nombre de personnes bénéficiaires d'un accompagnement social dans le cadre d'une approche intégrée	270